

I'Humanité

rouge



Proétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

0,50F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Numéro spécial
d'ESSAI
vendredi 18 avril 1975

RENAULT et la tactique des dirigeants CGT

Prendre un verbiage de «durs» en apparence pour entraîner le mouvement de masse sur une ligne révisionniste n'est pas chose facile.

La classe ouvrière de notre pays a de riches traditions de lutte et elle n'a aucunement l'intention de se laisser détourner sur un objectif qui n'est pas le sien, mais celui des valets qui servent les intérêts du social-impérialisme russe.

En s'emparant des revendications formulées par la base de métallos du Mans, comme les 250 F pour tous, et en les ramenant à une discussion sur les classifications, les dirigeants révisionnistes du P«C»F ont tenté de se porter à la tête d'un mouvement de masse qui s'est réduit à un petit groupe qu'ils contrôlaient :

A Renault Le Mans, là où les conditions étaient réunies pour une bataille d'ensemble selon le dirigeant révisionniste Krasucki, les dirigeants du P«C»F manœuvrèrent dans le syndicat CGT pendant neuf semaines, trompant et utilisant un petit groupe, écartant la grande masse des métallos, par l'application indirecte du chômage technique, contraignant ainsi les métallos à rester chez eux.

Rien d'étonnant qu'aujourd'hui, les métallos écœurés des manœuvres révisionnistes, relativement isolés, aient dans leur ensemble repris le travail sans avoir obtenu notamment l'assurance de la réintégration de leurs 17 camarades arbitrairement licenciés.

Le constat direction-syndicat indique «que chaque agent productif des usines voit les bases de sa rémunération augmentées d'au moins 140 F à compter du 1er mars 1975». Quant aux 17 licenciés, qui sont pour la plupart des travailleurs immigrés, 14 Algériens et Marocains, 2 délégués CGT et 1 CFDT, le constat est muet. Dans l'Huma-blanche du 16 avril 1975 Krasucki trouve cette question tout simplement «grave» et «que le maintien d'une pareille attitude envers eux par le gouvernement donnerait un caractère de duplicité aux déclarations du président de la République en Algérie». Krasucki montre bien par son raisonnement qu'il n'a plus rien à voir avec l'internationalisme et qu'il se démasque aussi sur cette question. Il s'en remet à sa classe : la bourgeoisie.

Tout au long de cette grève la tactique des dirigeants révisionnistes du P«C»F a été aussi de démobiliser les travailleurs en opposant ceux de différentes usines, Le Mans, Billancourt, Cléons, Flins.

L'objectif des révisionnistes n'a-t-il pas été celui de se faire reconnaître comme les seuls «responsables» aptes à pratiquer la politique contractuelle ?

Certainement, et le constat le manifeste, les licenciés sont passés sous la table.

Il est donc clair que lorsque nous luttons pour nos revendications immédiates, il nous faut nécessairement lutter contre les agents du social-impérialisme russe en France qui tentent au travers de justes luttes, de démobiliser idéologiquement et politiquement la classe ouvrière en la poussant dans l'immobilisme. Qu'ils prennent garde !

Si la classe ouvrière a des traditions de lutte de classe, la classe ouvrière sait aussi châtier ceux qui trahissent ses intérêts de classe aussi bien sur le plan revendicatif que sur le plan de l'indépendance nationale.

André DRUESNE

ouvrier métallurgiste, ancien responsable syndicaliste CGT.

DERNIERE MINUTE

CAMBODGE (KAMPUCHEA)

la population de Phnom-Penh a réservé un accueil triomphal aux Forces armées de libération nationale

Michel Jobert "NI WASHINGTON NI MOSCOU"

Prenant la parole mercredi soir à la faculté de droit d'Assas à Paris, devant un auditoire très large dépassant le simple milieu étudiant, Michel Jobert a insisté pour que chacun se soucie de l'indépendance nationale, car a-t-il dit, en concluant son intervention, il n'y a pas de «gouvernement universel» à qui l'on puisse se confier. «Regardez ce que vous dit la Chine sur le gouvernement universel : ce gouvernement n'est ni à Washington, ni à Moscou, il est en vous même». Au préalable Michel Jobert avait eu l'occasion d'aborder plusieurs questions brûlantes touchant directement ou indirectement à l'indépendance française et européenne. Il avait en particulier déclaré : «Prenez la Méditerranée, aujourd'hui ; s'il est une mer colonisée c'est bien celle-là. Elle n'appartient à aucune des nations riveraines. Les pays méditerranéens doivent prendre une position claire et dire qu'ils ne veulent pas de puissances extérieures en Méditerranée (...) Un certain nombre de grandes puissances n'ont rien à y faire», et, faisant allusion aux prétextes pris par les deux superpuissances : «pour démontrer que l'on défend des "collectivités nationales" il faut se lever tôt !». A ces prétextes a-t-il ajouté il faut répondre que : «Les pays riverains veulent assurer leur sécurité eux-mêmes».

Par ailleurs, abordant le problème de l'énergie dans les pays industrialisés, l'ancien ministre des Affaires Etrangères a souligné qu'il ne fallait pas croire que l'on peut revenir en arrière et contraindre les pays producteurs de pétrole à baisser les prix : «On ne reviendra pas au "bon vieux temps"... On ne reverra pas les grandes sociétés internationales faire la loi sur le pétrole et pratiquer le dumping».

Au cours du débat qui suivit, M. Jobert fut encore plus précis et regretta que la réunion préparatoire à la «Conférence convoquée sur proposition du président de la République française» ait échoué et que cet échec soit dû à une trop grande «solidarité» avec les Etats-Unis.

A noter également, parmi les déclarations positives de cette soirée, le souci de la défense nationale et européenne. «Tout abandon sur le plan militaire, a souligné M. Jobert, nous met dans la main de qui veut nous cueillir (...) «Il n'y a rien de plus pernicieux que la détente quand elle est chantée ailleurs (...) «La véritable détente est celle des peuples libres qui recherchent un nouvel équilibre mondial».

Enfin, comme au cours du débat un auditeur l'interrogeait sur ce qu'il pensait des vociférations du dirigeant révisionniste Kanapa à propos de la force de dissuasion nucléaire de la France, Michel Jobert a répondu que si l'on faisait tant de bruit autour de cette force de dissuasion c'est qu'elle n'est pas si ridicule qu'on le dit. «A ceux qui s'inquiètent de notre armement plus spécialement atomique, il faut répondre : «qui a commencé et vers qui sont dirigées leurs fusées ?», a conclu sur ce point Michel Jobert

MANOEUVRES DE LA FLOTTE SOCIAL-IMPERIALISTE

Plus de 200 bâtiments de guerre sont engagés dans des manœuvres coordonnées se déroulant dans toutes les mers et océans (océans Indien, Atlantique, Pacifique, mer Méditerranée).

Cela s'inscrit dans les actifs préparatifs de guerre du social-impérialisme. Son objectif est de contrôler les mers pour être en mesure d'isoler l'Europe.

TOUTE HONTE BUE

Mitterrand manque de dignité. C'est là une constatation que l'on est obligé de faire. Après avoir été malmené par Brejnev et Cie, In voilà maintenant qui accepte de se rendre en URSS.

L'URSS FLIRTE AVEC ISRAËL

L'Union soviétique qui se prétend «alliée naturelle» des arabes, a eu récemment plusieurs contacts secrets avec Israël, tentant de renforcer sa position dans sa dispute avec les Etats-Unis au Moyen-Orient aux dépens des intérêts des peuples arabes et palestiniens.

Tirant profit de l'échec de la diplomatie «des petits pas» de Kissinger, deux émissaires soviétiques se sont rendus la semaine dernière en Israël et se sont entretenus avec le premier ministre israélien Rabin et le ministre des Affaires étrangères Allon, a révélé hier le journal israélien «Haaretz».

SUD-VIETNAM

Une seule voie correcte

Le «Quotidien du peuple» a publié un article de son commentateur intitulé : «le mensonge ne saurait camoufler le complot». Dans sa conclusion l'auteur souligne quelle est la voie correcte pour la solution du problème sud-vietnamien aujourd'hui :

«Aujourd'hui, la voie correcte de la solution du problème sud-vietnamien consiste en ceci : le gouvernement américain doit retirer immédiatement tous ses bâtiments de guerre des eaux du Sud Vietnam ; mettre fin à tous les engagements et à toutes ses ingérences dans les affaires intérieures du Sud Vietnam, respecter complètement et appliquer strictement l'accord de Paris sur le Vietnam, laisser le peuple vietnamien régler son problème à l'abri de toute intervention étrangère.

Les leçons de l'histoire ne doivent pas être oubliées. En ces années 70 du 20ème siècle, le courant révolutionnaire anticolonialiste, anti-impérialiste et anti-hégémonique déferle dans le monde. La «politique de canonnières» a fait faillite il y a longtemps. Depuis plusieurs années, l'agression du Vietnam a coûté aux Etats-Unis plus de 200 milliards de dollars et l'effectif des troupes américaines a atteint au plus fort de la guerre plus de 500 000 hommes. Mais rien de tout cela n'a pu empêcher le développement victorieux de la juste lutte du peuple vietnamien. Les quelques bâtiments de guerre que les Etats-Unis y envoient aujourd'hui pour intimider le peuple sud-vietnamien, et le peu de dollars qu'ils pourraient verser pour soutenir les fantoches, ne peuvent non plus entraver la marche triomphale du peuple du Sud Vietnam. Sans aucun doute, la victoire appartient à l'héroïque peuple vietnamien.»

Ils ont prêché avec effort la convocation de la Conférence de Genève. Selon le journal, les deux émissaires soviétiques auraient déclaré à leurs interlocuteurs que la Conférence de Genève avec l'Union soviétique comme co-président est la «seule chance» pour la paix au Moyen-Orient. Ils s'en sont pris violemment à la diplomatie «des petits pas» de Kissinger, disant que la «solution par étapes» préconisée par les Etats-Unis est une «fausse route».

Les émissaires soviétiques ont assuré Israël que Moscou était prêt à garantir la sécurité d'Israël, affirme «Haaretz». A propos de la participation de l'organisation pour la libération de la Palestine à la Conférence de Genève, ils auraient déclaré que l'Union soviétique ne demanderait pas que l'OLP soit invitée en tant que délégation indépendante, et qu'ainsi, Israël pourrait accepter que les représentants de l'OLP fassent partie de la délégation syrienne ou jordanienne.

Les deux émissaires soviétiques auraient fait part aux israéliens de l'intérêt que l'Union soviétique aurait à renouer des relations diplomatiques avec Israël.

Toujours selon «Haaretz», l'ambassadeur d'Israël à Washington aurait dans le même temps rencontré à plusieurs reprises son homologue soviétique aux Etats-Unis.

Le ministre des finances

du Koweït :

" L'URSS SPOLIE LES PAYS ARABES "

Dans une interview accordée au journal «Siyassah» qui l'a publiée hier, le ministre koweïtien des finances, Abdul Rahman Salem al Atiqi, a révélé que par la vente d'armes à prix fort, l'Union soviétique a extorqué aux pays arabes des intérêts politiques et économiques. «Les profits tirés des pays arabes sont affectés au fonctionnement des fabriques d'armes par l'Union soviétique qui perfectionne son niveau technique en faisant payer par les peuples arabes les essais de ses armes» (...) «Elle spolie les pays arabes des marchandises et des matières premières à bas prix et transforme ces pays en un débouché de marchandises soviétiques et en un lieu qui lui fournit des devises fortes».

«L'Union soviétique, ne doit pas presser les pays arabes pour le remboursement des dettes et

SADATE :

«Nous n'acceptons aucune directive d'où qu'elle vienne»

«Nous n'acceptons aucune directive d'où qu'elle vienne et nous ne voulons pas nous joindre au jeu des deux superpuissances», a déclaré le président Sadate dans une interview accordée au quotidien koweïtien «al Siyassah».

«A vrai dire, mes relations avec les soviétiques ne sont pas comme je souhaiterais qu'elles soient, mais ce n'est pas ma faute».

«Quand je me suis rendu compte que Kissinger ne pouvait réussir parce qu'il entrerait en conflit avec nos principes fondamentaux, j'ai dit non. J'ai dit la même chose aux soviétiques quand nos principes ont été touchés.»

Il a encore mentionné le fait que l'Union soviétique n'avait pas remplacé les pertes d'armes égyptiennes au cours des 14 mois qui ont suivi la guerre d'Octobre 1973. Abordant la demande d'ajournement du remboursement de ses dettes faite par l'Egypte à l'Union soviétique, il a indiqué : «Nous venons juste de sortir de la guerre et nous sommes épuisés économiquement. Mais nous n'avons toujours pas reçu de réponse.»

Le président Sadate a loué la solidarité arabe comme étant grande et glorieuse. Il a mis l'accent sur les deux lignes stratégiques irrévocables des arabes : «ne laisser personne pénétrer ne serait-ce que sur un pouce de terre arabe, et pas de marchandage sur les droits du peuple palestinien.»

" OCTOBRE " :

LE SOCIAL-IMPÉRIALISME
EST LE DANGER
PRINCIPAL EN EUROPE

Dans un article publié dans son numéro d'avril, la revue mensuelle «Octobre», organe du parti communiste de Suisse (marxiste-léniniste), souligne que le social-impérialisme russe constitue le danger principal en Europe.

L'article dit que les deux superpuissances, les USA et l'URSS, se livrent à une lutte toujours plus acharnée pour la domination du monde. Il ajoute que l'Europe, avec les pays méditerranéens et du Proche-Orient, est le centre de la rivalité entre les USA et l'URSS. Les événements des dernières années l'ont bien prouvé.

L'article affirme que les sociaux-impérialistes russes qui ont mis sur pied la «Conférence pour une coopération en Europe», ainsi que la «Conférence pour une réduction équilibrée des troupes en Europe» cherchent à avancer leurs pions et à faire reculer leur rival américain. Ils pêchent en eau trouble à Chypre et veulent profiter du renversement de la dictature fasciste au Portugal.»

«Pendant des années, les révisionnistes du Kremlin ont tenté de faire croire à leur prétendue «volonté de paix et de détente dans le monde». Mais leurs agissements ont fait tomber leur masque : l'URSS ne peut plus cacher qu'elle est une véritable grande puissance impérialiste.»

Demandez, lisez, diffusez notre édition bimensuelle, qui paraît tous les quinze jours sur 12 ou 16 pages — L'exemplaire : 2,50 F. En vente dans les kiosques ou par diffusion militante.

Le prochain numéro est sorti jeudi 16 avril.

Kanapa s'enferme ...

Dans le rapport *«sur la situation internationale et la politique extérieure de la France»* qu'il a présenté devant le Comité central du Parti révisionniste français des 14 et 15 avril 1975, Jean Kanapa a réussi à condenser toutes les absurdités qu'il a débitées depuis plus d'un mois.

L'intervention commence par l'inévitable couplet sur la prétendue «détente», leitmotiv que les dirigeants sociaux-impérialistes russes utilisent pour endormir l'opinion et camoufler leurs préparatifs bellicistes en Europe. Mais, le bout de l'oreille pointé derrière ces belles paroles, «*Ella* (la détente), a déclaré Kanapa, n'est pas irréversible. Elle subit même des coups de frein, voire des mises en cause dont les conséquences peuvent être d'une extrême gravité.»

Les révisionnistes sont pris dans une contradiction : d'une part il leur faut continuer le tapage sur la détente, d'autre part, devant l'évidente montée de la tension internationale, produit de la rivalité des deux superpuissances, ils doivent commencer à justifier une agression armée des troupes du Pacte de Varsovie placées sous la baguette des révisionnistes soviétiques, agression préparée au nom de la lutte contre «l'impérialisme».

Cela amène Kanapa dans une impasse : il justifie implicitement les préparatifs de guerre du social-impérialisme russe mais refuse à la France les moyens de se défendre au nom de la «détente» et plus particulièrement de «l'accord de juin 73 USA-URSS sur la prévention de la guerre nucléaire». Or cet accord non seulement ne comporte aucune clause garantissant la sécurité des alliés respectifs de l'URSS et des USA (les Etats-Unis et l'URSS s'engagent à ne pas affectuer de bombardement nucléaire sur leurs territoires mais ne s'engagent à aucun endroit à ne pas employer l'arme nucléaire contre leurs alliés, mais encore aucune des deux superpuissances ne s'engage à ne pas employer l'arme atomique la première : cela doit amener à réfléchir surtout quand on sait que les accords conclus par les impérialistes, l'Histoire le montre, ne sont que des chiffons de papier. Comment oser après cela reprocher à la France de prendre ses précautions ? Eh bien,

Kanapa ose. Il ose entreprendre un ignoble chantage à l'apex pour le compte de ses maîtres sociaux-impérialistes.

«*L'arme nucléaire de la France*» répète-t-il à tout propos, conduit «l'adversaire à déverser sur la France ses propres foudres nucléaires». Propos d'esclave ! qui si on les écoute conduisent à la capitulation. Car n'est-il pas vrai qu'en suivant cette logique ce sont les armes, toutes les armes qu'il faut déposer. Chacun sait que les agresseurs ont toujours trouvé de «bons prétextes» pour intervenir : c'est au nom de la défense du «socialisme» et de la «sécurité» de l'URSS que les révisionnistes ont occupé la Tchécoslovaquie en 1968. Quelle curieux raisonnement que de prétendre que la résistance engendre une agression plus grande. Si on te lance une claquette sur la joue droite tend la joue gauche, ce n'est pas un principe révolutionnaire, Monsieur Kanapa !

Nos principes à nous, révolutionnaires prolétariens qui refusent l'asservissement à une des deux superpuissances, même si elle se prétend socialiste, c'est de nous préparer et de préparer le peuple à tout mettre en œuvre pour s'opposer les armes à la main à une agression notamment organisée par le social-impérialisme russe.

LES DEUX SUPERPUISSANCES ET LE CONTROLE DES MERS

Il a été dévoilé récemment que la CIA avait monté l'été dernier une opération pour récupérer un sous-marin soviétique qui avait coulé au large d'Hawaï en 1968.

Sous couvert de recherches océanographiques, la CIA avait monté l'opération avec l'aide du milliardaire aventurier H. Hugues : le coût de l'opération : 350 millions de dollars, équivalent à cinq fois le budget annuel de la recherche océanographique aux USA !

Dès que les services secrets russes eurent abandonné leurs recherches, la CIA se précipita vers l'épave, avide de récupérer le matériel électronique et l'armement (sans succès d'ailleurs).

Lorsque l'affaire fut rendue publique il y a trois semaines, l'autre superpuissance, l'URSS, se garda bien d'émettre la moindre protestation ; en effet malgré leur rivalité, elle défend comme les USA une politique d'hégémonie sur les mers (et n'avait-elle pas essayé par des moyens détournés de récupérer il y a quelques années l'épave du bombardier nucléaire US qui avait sombré au large de l'Espagne ?).

Mais l'embarras des deux superpuissances s'explique surtout par l'opposition croissante qu'elles

rencontrent chez tous les peuples du monde.

Il y a quelques mois, au cours de la Conférence de l'ONU sur le droit des mers, elles se sont vainement efforcées de faire accepter des règlements leur ouvrant l'accès à toutes les ressources maritimes, même sur les plateaux continentaux d'autres pays, sous les prétextes «d'intérêt commun», de «recherche scientifique».

Devant l'attitude résolue des pays du tiers monde, les deux superpuissances avaient dû renoncer provisoirement à leur objectif. Mais voilà que cette affaire d'espionnage jette en pleine lumière ce que USA et URSS entendent par «bien de l'humanité» et «recherche scientifique» : exploitation à leur seul profit des ressources océaniques et préparatifs de guerre. Comme tous les réactionnaires, ils ont soulevé une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds ; dans leur rivalité forcée pour l'hégémonie mondiale, les deux supergrands ont justifié eux-mêmes les justes positions des pays du tiers monde. Gageons qu'au cours de la nouvelle session de l'ONU sur le droit des mers, qui s'ouvrira bientôt, leurs prétentions seront rejetées avec encore plus de vigueur.

Plissonnier

devant le Comité Central du P.C.F

TROMPER LES MASSES

«Plus que jamais le Parti doit être à la tête des luttes», «sus-citer des actions nombreuses», «gagner au Parti des dizaines de milliers d'adhérents nouveaux», «il convient d'effectuer un véritable bond dans l'activité à l'entreprise», «c'est une obligation politique d'avoir plus d'adhérents là où se livre le combat de classe avec intensité». Telles sont les formules ronflantes employées par Plissonnier et qui résument la tactique révisionniste. Mais que recouvrent-elles ?

1) Les révisionnistes savent fort bien que le mouvement des masses contre les effets de la crise capitaliste va aller en se développant. Déjà de nombreuses luttes, en particulier contre les licenciements ont lieu, et il est clair qu'elles vont prendre une ampleur nouvelle. Leur préoccupation est que ce mouvement n'échappe pas à leur contrôle. Aussi prennent-ils l'initiative pour être en mesure de réaliser cet objectif en recourant à des actions minoritaires.

Ils cherchent à contrôler ce mouvement pour atteindre leurs objectifs politiques et en particulier pour faire pression sur la bourgeoisie afin qu'elle prenne des mesures favorisant le social-impérialisme. Ce qui les intéresse ce n'est nullement de défendre les intérêts des travailleurs, mais bien d'utiliser le mécontentement des masses pour s'opposer à l'indépendance nationale de la France.

Ce qu'ils veulent, ce n'est pas mobiliser les masses, mais les encadrer et les démobiliser pour servir leurs objectifs.

En ce qui nous concerne, nous sommes partisans du développement du mouvement des masses

pour leurs revendications légitimes, en particulier contre le chômage, pour que les masses soient en mesure de défendre l'indépendance nationale.

Nous exigeons de la bourgeoisie, par la lutte, qu'elle satisfasse les revendications des masses, en raison de nos positions de classe fondamentales et aussi, parce que l'exploitation des travailleurs nuit à la lutte contre les deux superpuissances.

2) Il s'agit pour eux également, dans leurs rapports avec le PS, de renforcer leur influence afin d'être en mesure de faire pression sur le PS et de l'obliger à des reculs face au social-impérialisme. C'est ce qu'ils appellent le «combat pour l'unité». Ils misent ainsi sur l'opportunisme de Mitterrand et veulent le contraindre à revenir sur certaines positions allant dans le sens de l'indépendance nationale.

FEMMES
DANS LE COMBAT
est paru

EN VENTE à E.100

COLLOQUE NATIONAL

sur

L'EMANCIPATION COMPLETE DE LA FEMME EN ALBANIE

Organisé par :

l'Association des Amitiés Franco-Albanaises

le samedi 19 avril 1975 à 9 heures
dans les locaux de l'ISP, 5 Quai aux Fleurs 75004 Paris.

Sous la présidence de M. Abraham BEHAR

en présence de M. Javier Malo,

Ambassadeur de la République Populaire d'Albanie

avec la participation :

d'une représentante de l'Union des Femmes d'Albanie

